

## L'INFLUENCE DE REVENU DES MÉNAGES SUR L'ÉPARGNE DANS LA COMMUNE DE KISENSO : CAS DU QUARTIER BOLASI

Par

**Serges KASAY MUHIRA**

*Doctorant en Philosophie Sociale à l'Université de Kinshasa  
Chef de Travaux à l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa  
Agrégré en psychopédagogie à la Faculté des psychologies et sciences de l'éducation de  
l'Université de Kisangani, théologien de formation.*

**Patrick MUTEBA WADJAMBULA**

*Assistant de deuxième mandat à l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa*

**Matthieu NGONIEM LEL-E-KWA**

*Assistant de deuxième mandat à l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa*

### RÉSUMÉ

*En somme, ce travail est l'étude faite pour montrer aux autorités tant politique que scientifique de l'influence de revenu de ménage sur l'épargne dans la commune de Kisenso et les difficultés qu'ont les habitants de cette commune précisément du quartier Bolasi pour son bon fonctionnement et la survie en ce qui concerne l'épargne et le bien-fondé dans notre commune d'abord et la province en suite et enfin dans notre pays. Nous voulons à travers une étude comparative et réflexive, apporter une contribution à la prise de conscience sur le respect de la dignité de la personne humaine qui est rejetée dans la société congolaise d'aujourd'hui, qui est la nôtre en particulier.*

**Mots-clés :** *Revenu des ménages, épargne, microfinance, développement, population*

### ABSTRACT

*In sum, this work is the study made to show to the political as well as scientific authorities of the influence of household income on saving in the commune of Kisenso and the difficulties that the inhabitants of this commune precisely of the district Bolasi have for its good functioning and survival with regard to saving and the goodness in our commune first and the province in continuation and finally in our country. We want through a comparative and reflexive study, to bring a contribution to the awareness on the respect of the dignity of the human person which is rejected in the Congolese society of today, which is ours in particular.*

**Keywords:** *Household income, savings, microfinance, development, population*

## INTRODUCTION

La situation socio-économique des ménages de la ville de Kinshasa est alarmante et préoccupante. La présence et l'action de l'État ne se limitent pas uniquement aux sphères politique et juridique. Elles s'imposent aussi dans le domaine économique. Au niveau de ce dernier, l'action de l'État vise l'amélioration du niveau de vie de la population. Pour ce faire, il doit adopter une stratégie de développement. « Il importe de souligner que, dans de nombreux pays, la croissance de la consommation du secteur public a une large part, et vise à promouvoir son développement. De toutes les stratégies de développement, celle qui met l'accès sur la formation du capital l'a peut-être emporté, en influence et en longévité »<sup>1</sup>. « La thèse qui faisait la formation du capital, la clé du développement, baptisé fondamentalisme du capital. Elle s'est reflétée dans les stratégies et les plans de développement, de nombreux pays ».

À cette stratégie, l'État doit mettre en place une bonne politique économique qui accompagne cette mobilisation et la formation du capital pour des investissements qui suscitent la croissance du revenu national.

À l'application de cette même bonne politique économique, l'État va procéder à la répartition du revenu national réalisé pour que chaque ménage ait la part qui lui revient. Cette part, qui est son revenu, lui permet de consommer et d'épargner. « Les retombées des rythmes de croissance des revenus souhaités sur l'emploi et la répartition des revenus donnaient rarement lieu à l'analyse, beaucoup adhèrent à la thèse selon laquelle le taux de croissance accrus réduirait automatiquement tant le chômage que l'extrême inégalité des revenus »<sup>2</sup>.

Pendant, l'État, toujours dans sa politique économique, peut mettre en place une politique visant à promouvoir l'épargne volontaire ; ce qui aura comme effet la création des entreprises à travers les investissements.

À partir de ces entreprises, l'État pourrait avoir la ressource des recettes par le biais des impôts et taxes. Conséquemment à cette politique, on assisterait à une baisse de chômage et donc à une augmentation de revenu de ménage.

« Quand il n'est pas remise en circulation c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas investi, il y a thésaurisation. Sur le plan économique, cet emploi de l'épargne est nocif puisque celle-ci ne concourt pas au financement des investissements et, par conséquent, ne participe pas au processus de production »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> M. GILLIS, *Économie de développement*. Traduction française, éd. Universitaire, Bruxelles, 1990, p. 328.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> Ph. VAN NAMEN, *Micro et macro-économie*, I.C.H.E.C, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, 1985-1986, p. 14.

Par rapport à l'État, la ville de Kinshasa où se trouvent installer les institutions provinciales (gouvernement provincial et assemblée provinciale), celles-ci doivent nécessairement concevoir leurs plan d'action (la planification). Le plan d'action doit définir les priorités. Toute épargne, privée et publique, constitue la mobilisation et formation du capital qu'une entité décentralisée comme Kinshasa ou un État dispose pour sa politique économique. L'institution provinciale (gouvernement provincial) doit mettre en exergue le financement des investissements. Ceux-ci ne se limitent pas seulement sur les matériels et les équipements, mais aussi dans l'homme (assurer les études, les formations, les séminaires).

Du point de vue scientifique, ce sujet doit servir de support, un apport ou une contribution à la construction de cet édifice scientifique qui est l'épargne. Ce sujet, nous aidera à lire et à appréhender l'importance de l'épargne dans la vie économique de la commune de Kisenso, au quartier Bolasi. Ce sujet met à la disposition de tout lecteur les outils indispensables pour une auto-prise en charge. Étant donné que la science s'apprend, il est à la portée de tous et que ceux qui seront en mesure de l'appliquer, pour aider la ville de Kinshasa en particulier et la RDC en général dans la réduction de chômage et aussi de l'extrême pauvreté.

En sus, la République Démocratique du Congo en général, la ville de Kinshasa en particulier, presque toutes les grandes entreprises de production ont fermé leurs portes à la suite de la crise socio-économique dont le pays a été victime à la veille surtout des années 1990 même si la situation économique commençait à devenir sombre avec la zaïrianisation vers les années 1973 au lendemain de l'indépendance.

Toutes ses crises ont eu comme conséquence la destruction du système financier au niveau non seulement national mais aussi provincial. Maintenant que le calme commence peu à peu à s'installer et que les institutions de micro-finance ne cesse de croître, nous pouvons alors nous poser la question fondamentale si après : Est-ce que les ménages de la ville de Kinshasa parviennent à épargner ?

Nous pensons que la grande partie des ménages de la ville de Kinshasa n'arrive pas à épargner par suite de faibles revenus dont ils disposent, faute d'un revenu suffisant que ces derniers n'arrivent pas à couvrir les besoins de consommation.

Tout au long de notre recherche, nous allons mettre en vedette les éléments clés qui influencent l'épargne des ménages dans le quartier Bolasi dans la commune de Kisenso. Ses éléments sont le revenu, l'impôt et l'affectation des revenus (consommation et épargne). Mais avant tout ceci, la présentation de la taille de l'échantillon des ménages.

S'agissant du revenu, nous allons présenter les activités qui génèrent le revenu ou encore les sources de revenu des ménages, la présentation du niveau de revenu mensuel moyen par le calcul de la moyenne.

Quant à l'affectation de revenu, elle est effectuée de deux manières : la consommation et l'épargne. Par la consommation, on sous-entend une utilisation définitive c'est-à-dire les dépenses. La consommation moyenne est obtenue par le calcul de la moyenne, tandis que l'épargne comprend un compte dans une IMF (Institution de micro-finance) et ou IB (Institution bancaire).

## **1. LA DÉTERMINATION DE LA TAILLE DE L'ÉCHANTILLON**

Parmi la population du quartier de Bolasi, nous avons constitué un échantillon de quatre-vingt ménages. Cet échantillon des ménages est pris d'une manière aléatoire, c'est-à-dire pris au hasard. Pour une meilleure représentativité, nous avons pris sur chaque avenue dix ménages. À cet effet, huit avenues multipliés par dix ménages nous donnent quatre-vingt ménages qui sont constitués essentiellement : des commerçants, des mécaniciens, des photographes, des couturiers, des enseignants, des employés des entreprises privées, des coiffeurs, des agents de l'État et autres activités libérales (cultivateur, médecin, pêcheur, ...).

Quatre-vingt exemplaires de questionnaires avaient été distribués aux ménages afin de nous donner leurs déclarations pouvant nous permettre de conclure ou de confirmer si les ménages du quartier Bolasi, commune de Kisenso, ville de Kinshasa parviennent ou pas à épargner.

Étant donné que la ville de Kinshasa vient de sortir des différentes guerres économiques où la population vit encore sous la psychose de l'insécurité, elle se fait beaucoup de réserves dans l'émission des informations profondes dont nous avons besoin pour notre travail. Elle croit peut-être se confier à des personnes mal intentionnées qui leur reviendraient en terroriste.

C'est pourquoi, sur quatre-vingt questionnaires repartis aux ménages, soixante-seize avaient trouvé satisfaction, tandis que quatre étaient restés en souffrance jusqu'à ce jour pour plusieurs raisons sur l'avenue Makanga :

- Un ménage a perdu le sien,
- À La négligence des parents, les enfants ont déchiré et ont joué avec ça ;
- Les deux autres ménages n'avaient même pas réagi, le papa n'est pas là, c'est lui qui détient le questionnaire.

Voici alors comment se présente la répartition de l'échantillon des ménages par avenue :

**Tableau n°1 : Répartition de l'échantillon des MÉNAGES par avenue<sup>4</sup>**

N°	AVENUES	TAILLE (effectif)	COLLECTE	%
01	MAKANGA	10	06	7,89
02	NGOMBE	10	10	13,15
03	LUTETE	10	10	13,15
04	KINZOLA	10	10	13,15
05	ULINDI	10	10	13,15
06	OSSO	10	10	13,15
07	LOWA	10	10	13,15
08	KABONO	10	10	13,15
<b>TOTAL</b>		<b>80</b>	<b>76</b>	<b>100</b>

## 2. IDENTIFICATION DES CHEFS DES MÉNAGES

Les ménages qui ont répondu à nos questionnaires sont soixante-seize. Parmi ceux qui ont manifesté la volonté de répondre, figurent le père, la mère et autres ; c'est-à-dire une personne adulte dans le ménage, travaillant et capable de suppléer aux charges familiales. En répondant à nos questionnaires, nous avons enregistré dans les rubriques père : 42 ; mère : 20 et autres : 14.

La répartition des responsables se présente de la manière ci-dessous :

**Tableau n°2 : La répartition des responsables par rubrique<sup>5</sup>**

N°	RUBRIQUES	EFFECTIFS	%
01	Père	42	55,2
02	Mère	20	26,1
03	Autres	14	18,4
<b>TOTAL</b>		<b>76</b>	<b>100</b>

## 3. LE REVENU DES MÉNAGES DU QUARTIER BOLASI

Le revenu est la part qui revient à une personne pendant une certaine période exerçant une activité lucrative. Ce revenu peut-être permanent ou aléatoire.

<sup>4</sup> Source : nos enquêtes.

<sup>5</sup> *Idem.*

Un revenu est permanent lorsqu'il est régulier à la fin d'une période déterminé généralement d'un mois.

Il est aléatoire lorsqu'il ne constitue pas une activité principale, il est une activité secondaire. La répartition des activités génératrices de revenu sur soixante-seize se présente comme suit :

**Tableau n°3 : La répartition des activités génératrices de revenu (une activité principale)<sup>6</sup>.**

N°	DÉSIGNATION	AFFECTIONS	EFFECTIF	%
01	Activités principales	Oui	76	100
		non	00	
	Total		76	100

Ce tableau nous montre que tous les ménages enquêtés ont chacun une activité principale c'est-à-dire une profession qui leur génère de revenu.

**Tableau n°4 : La répartition des activités génératrices du revenu (activité secondaire)<sup>7</sup>.**

N°	DÉSIGNATION	AFFECTIONS	EFFECTIFS	%
01	Activités principales	Oui	13	17,1
		Non	63	82,9
	Total		76	100

Ce tableau nous explique que sur le total de 76 ménages enquêtés, treize seulement soit 17,1% exercent des activités secondaires ; tandis que soixante-trois autres soit 82,9% n'en exerce pas.

#### 4. LES PROFESSIONS DE MÉNAGES

Les ménages exercent diverses professions. Sur soixante-seize ménage enquêtés, nous avons enregistré des personnes appartenant à la catégorie socio-professionnelle ci-après : les fonctionnaires (agents de l'État), les mécaniciens, les sociétés de gardiennage, les sociétés de communication, les commerçants, les enseignants, les pasteurs, les médecins, les photographes, les policiers, les conducteurs (chauffeurs), les commissionnaires, les déclarants en douane, les pêcheurs les ingénieurs, les maçons, les couturiers, les infirmiers, les journalistes et les cultivateurs.

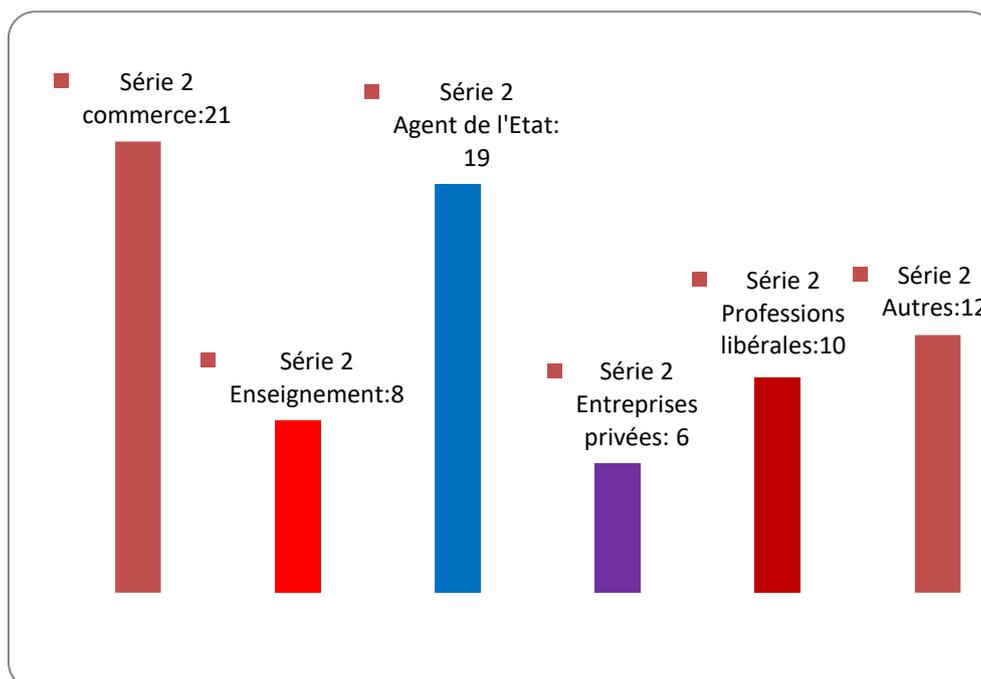
<sup>6</sup> Source : nos enquêtes.

<sup>7</sup> *Idem.*

Les professions auxquelles nous attachons l'importance sont celles des chefs des ménages qui constituent les activités principales productrices des revenus permanents. Ces activités principales productrices des revenus constituent aussi les sources permanentes des revenus de ménage.

### Graphique n°1 : Les professions des chefs des ménages par la représentation graphique<sup>8</sup>

Effectif



Cette représentation graphique nous parle des six catégories de profession des ménages dont chaque catégorie regroupe :

- Le commerce : cette catégorie englobe les commerçants ambulants, les détaillants, les grossistes et les hommes d'affaires. Elle représente un chiffre total de 21 soit 27,6% ;
- L'enseignement: cette catégorie est mise à part par les fonctionnaires ou agents de l'État. Elle comporte les enseignants de la maternelle, du primaire, du secondaire, du supérieur et de l'université. Elle présente un effectif de huit au total (homme et femme) soit 10,2% ;

<sup>8</sup> Source : nos enquêtes.

- Les agents de l'État : cette catégorie englobe les policiers, les autres agents de sécurité, les agents de la fonction public, les agents des entreprises publiques. Elles présentent un chiffre total de dix-neuf (homme et femme) soit 25% ;
- Les entreprises privées : on peut citer les ONGD, les sociétés de communication, les sociétés de gardiennage, les médecins, les infirmiers, les journalistes ... elle présente un chiffre total (homme et femme) de six soit 7,9%
- Les professions libérales : on voit ici les mécaniciens, les photographes, les commissionnaires, les déclarants en douane, les maçons, les couturiers, ... Elle représente un chiffre total de dix (homme et femme) soit 13,15% ;
- Les autres : cette catégorie renforce les pêcheurs, les cultivateurs et les autres débrouillards. Elle présente un chiffre de douze soit 15,8%, car les deux dernières catégories forment les indépendants dont leurs revenus ne suivent pas un rythme régulier mais dépend de la fréquence du marché à gagner.

Sur ce point, retenons que les professions des ménages qui sont leurs activités principales et secondaires constituent les sources de leurs revenus permanent et aléatoire.

## **5. LE NIVEAU DE REVENU DES MÉNAGES**

La question qu'on se pose est de savoir comment connaître le niveau de revenu des ménages dans le quartier Bolasi ? Au cours de nos enquêtes, un questionnaire avait été élaboré dans lequel la cinquième question prévoyait des catégories de revenu que l'enquêté devrait cocher la catégorie de sa convenance mensuelle. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas affirmer ou infirmer tous les renseignements fournis par les ménages. Néanmoins, nous nous sommes contentés de ce dont nous disposons pour ce présent travail. Comme nous l'avions dit au début, les ménages se réservent de beaucoup de chose tout simplement parce qu'ils sont encore sous la psychose de l'insécurité.

De ce qui précède, grâce aux différentes catégories de revenu de soixante-seize ménages enquêtés, nous sommes arrivés à calculer le revenu moyen mensuel pondéré d'un ménage.

Ci-dessous, le tableau du niveau de revenu mensuel.

**Tableau n°5 : Mesure de niveau de revenu mensuel<sup>9</sup>**

N°	Xi	n	xic	n.xic	xic- $\bar{x}$	n (xic- $\bar{x}$ ) <sup>2</sup>
01	50-100	44	75	3300	699	21498444
02	101-200	16	150,5	2400	56	50176
03	201-300	07	250,5	1753,5	1056	7805952
04	301-400	05	350,5	1752,5	2056	21135680
05	401-500	04	450,5	1802	3056	37356544
TOTAL		76		11016	41726	87846796

$$\bar{x} = \frac{\sum n.xic}{n} = \frac{11016}{76} = 144,9$$

$$\sigma^2 = \frac{\sum n(xic - \bar{x})^2}{n} = \frac{87846796}{76} = 1155878,8$$

$$\sigma = \sqrt{\sigma^2} = \sqrt{1155878,8} =$$

$\bar{X}$  = Moyenne arithmétique pondérée

Xi= valeur

Xi-  $\bar{X}$  = médiane écart de valeur xi par rapport à la moyenne

$\sigma$  = Écart type qui est la racine carrée de la variance.

Cette variance nous indique le niveau de concentration de valeur xi par rapport à la moyenne. Si l'on croit à ses résultats de notre analyse, la catégorie de 101-200 présente une bonne situation car elle est concentrée autour de la moyenne. Donc, une grande fraction des ménages enquêtés du quartier Bolasi soit 57,8% ont un revenu moyen de 75\$ par mois.

## 6. L'AFFECTATION DES REVENUS DES MÉNAGES

### 6.1. La Consommation des revenus des ménages

Selon nos enquêtes, la plupart des ménages affectent la totalité des revenus à la consommation. Les principaux besoins de consommation sont :

L'alimentation, le logement, la santé, le transport, la scolarisation, l'habillement,...

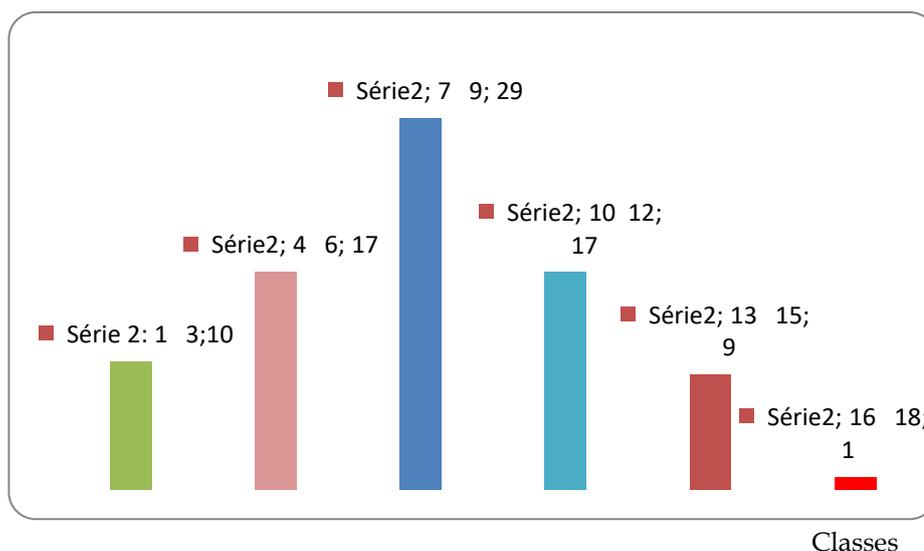
<sup>9</sup> Source : nos enquêtes.

« Toutefois, s'ils sont obligés de prévoir la future consommation, ils sont également tenus de faire une épargne minimum correspondant aux exigences même de la production future : ainsi le paysan est tenu d'épargner un minimum de ses récoltes pour l'investir dans les semences...»<sup>10</sup>. Contrairement, l'épargne constitue une simple réserve de consommation. Ce n'est pas le cas d'un paysan qui prête à un autre paysan à la période de semence par exemple deux sacs d'arachides et qu'à la moisson qu'il en recouvre quatre sacs. « En d'autres termes, l'épargne peut ne constituer qu'une réserve de consommation en prévision d'une modification prévue ou imprévue du complexe travail-besoin (maladie, vieillesse, accroissement, des besoins) »<sup>11</sup>.

La consommation s'explique dans l'engagement des dépenses. La consommation ou les dépenses de ménage sont engagées en fonction de la taille même des ménages. Les dépenses d'un ménage de trois membres sont pratiquement inférieure à celle par exemple de six membres. Dans le tableau ci-dessous présenté graphiquement, la taille des ménages enquêtés de quartier Bolasi.

### Graphique n°2 : Taille des ménages<sup>12</sup>

Effectif



On trouve sur ce graphique les ménages qui ont une taille de 1 à 3 membres sont au nombre de dix soit 13,1%, de 4 à 6 membres sont à dix-sept soit 22,3% ; de 7 à 9 membres sont à vingt-neuf soit 38,1% ; de 10 à 12 membres sont à dix

<sup>10</sup> M. RAMANOELINA, Première notions de sciences économiques, Présence Africaine, Paris, 1970, p. 260.

<sup>11</sup> P. M. PRADEL, *L'époque et l'investissement*, PUF, 5<sup>ème</sup> éd., Paris, 1970, p. 14.

<sup>12</sup> Source : nos enquêtes.

soit 13,1% ; de 13 à 15 sont à neuf soit 11,8% et de 16 à 18 membres ; il n'y a que soit 1,3%. Parmi les diverses catégories ou classes répertoriées, celle de 7 à 9 membres dans les ménages à un nombre élevé c'est-à-dire une grande taille soit 38,1% ; tandis que la classe de 16 à 18 présente un effectif plus faible des membres des ménages soit 1,3%.

Cependant, au sujet de l'affectation des revenus des ménages, nous ne sommes pas allés par quatre chemins mais plutôt à savoir quelle est la part de la consommation de l'impôt et de l'épargne en termes de pourcentage.

**Tableau n°6 : La consommation ou les dépenses de ménages**

N°	Xi	N	x <sub>ic</sub>	n.x <sub>ic</sub>	x <sub>ic</sub> -	N (XiC-X) 2
01	10-20	01	15	15	68	4624
02	30-40	04	35	140	46	18496
03	50-60	08	55	440	26	16928
04	70-80	21	75	1575	06	756
05	90-100	42	95	3990	14	8232
TOTAL		76		6160	160	49036

$$\bar{x} = \frac{\sum n.x_{ic}}{n} = \frac{6160}{76} = 81$$

$$\sigma^2 = \frac{\sum n(x_{ic} - \bar{x})^2}{n} = \frac{49036}{76} = 645,2$$

$$\sigma = \sqrt{\sigma^2} = \sqrt{645,2} =$$

$\bar{X}$  = Moyenne arithmétique pondérée

Xi= valeur

Xi-  $\bar{X}$  = médiane écart de valeur xi par rapport à la  $n(x_i - \bar{x})^2$

$n(x_i - \bar{x})^2$  = la variance qui est la moyenne arithmétique des carrées des écarts types des valeurs xi par rapport à la moyenne.

$\sigma$  = Écart type qui est la racine carrée de la variance. Elle nous indique le niveau de la concentration de valeur xi par rapport à la moyenne. En rapport avec nos résultats, la catégorie de 70-80 se situe dans la zone de concentration autour de la moyenne.

Donc, la petite portion des ménages enquêtés du quartier Bolasi soit 27,6% ont une capacité de consommation concentrée autour de la moyenne.

### 6.2. La consommation par le gouvernement (impôt et taxe)

La source première des recettes de l'État d'un pays c'est la fiscalité. Parlant de la fiscalité on voit l'impôt et taxe. L'impôt et la taxe constituent la source de revenu de l'État pour engager les dépenses publiques. C'est ainsi que dans le cadre de notre travail, il est important de présenter, à partir des revenus réalisés par les ménages, la part que bénéficie l'administration publique.

**Tableau n°7 : La part de l'impôt et de taxe payés par les ménages au compte de l'administration publique<sup>13</sup>.**

N°	Assertion	Effectif	%
01	Oui	28	36,8
02	Non	48	63,15
	E	76	100

Ce tableau montre que la part de l'impôt et taxe perçue par l'administration publique sur les revenus des ménages du quartier Bolasi est inférieure à la moitié. En d'autre terme, sur soixante-seize ménages enquêtés, vingt-huit soit 36,8% seulement paient l'impôt et la taxe, tandis que quarante-huit ménages soit 63,15% n'en paient pas.

## 7. L'ÉPARGNE DES MÉNAGES DU QUARTIER BOLASI

### 7.1. Connaissance de l'importance de l'épargne

**Tableau N°8 : Tableau indiquant la connaissance de l'importance de l'épargne<sup>14</sup>**

N°	Assertion	Effectif	%
01	Oui	64	84,2
02	Non	12	15,7
	TOTAL	76	100

Ce tableau nous explique que 64 ménages soit 84,2% connaissent l'importance de l'épargne, tandis que 12 ménages soit 15,7% n'en connaissent pas.

<sup>13</sup> Source : Nos enquêtes

<sup>14</sup> Idem.

**\* L'épargne des ménages**

**Tableau N°9 : Présentation de l'épargne des ménages<sup>15</sup>**

N°	Assertion	Effectif	%
01	1- 10	05	6,5
02	11- 20	07	9,2
03	21- 30	06	7,9
04	31- 40	03	3,9
05	41- 50	04	5,2
06	Thésaurisation	03	3,9
07	Non épargnant	48	63,1
	E	76	100

Ce tableau nous montre la situation nette de l'épargne des ménages. Sur le total de 76 ménages sous l'enquête, 25 ont un compte d'épargne soit 32,7% ; 3 ménages ont choisi la thésaurisation, c'est-à-dire ils constituent une réserve de leur argent dans la maison soit 3,9% et 48 ménages n'ont pas la capacité de thésauriser ni d'épargner.

**8. LES RAISONS QUI POUSSENT LES MÉNAGES À ÉPARGNER ET/OU À NE PAS ÉPARGNER**

**8.1. Les raisons qui poussent à épargner**

Ceux qui sont pour l'épargne soutiennent les raisons ci-après : l'argent une fois placé, génère les intérêts qui augmentent le capital. Ces intérêts leur permettent d'avoir à tout moment l'argent pour combler leurs charges familiales. De l'épargne, ils peuvent facilement avoir accès à un crédit dans une institution de micro-finance (IMF) pour le financement de leurs projets. En outre, l'épargne apporte des solutions aux problèmes imprévisibles, les aléas de l'avenir. Ils font recourt aux IMF à tout moment qu'un événement de taille leur arrivait tel que la maladie, la justice, les interventions ponctuelles à caractère social. Enfin, l'épargne contribue à leur propre sécurité et à celle de leurs patrimoines financiers.

**8.2. Les raisons qui poussent les ménages à ne pas épargner**

Pour ceux qui refusent d'épargner et qui préfèrent la thésaurisation, s'accrochent aux différentes déceptions dont ils étaient victimes ce sont entre autres, les différentes tontines, les différentes institutions bancaires qui, par des manœuvres dilatoires pour ne rien vous servir. Certaines IMF qui ouvrent

<sup>15</sup> Source : Nos enquêtes

leurs portes aujourd'hui après avoir encaissé des fonds dont ils ont besoin. Pour ceux qui refusent d'épargner à une certaine période, leur papa travaillait et avait un compte d'épargne. A la mort de ce dernier, quelques années après, les héritiers se sont présentés pour cette cause. On leur présentait le même montant placé sans intérêt, dévalué.

Pour ainsi dire, l'influence de revenu sur l'épargne des ménages nous conduit, d'après les études statistiques menées, à connaître le revenu moyen pondéré qui est de 144,9 et la consommation moyenne mensuelle pondérée qui est de 81. Cet écart s'exprime par la formule :

$Y = C + S \rightarrow S = Y - C$ . Si nous considérons cette différence ou écart,  $S = \text{écart}$  - la thésaurisation (3,9%) - les non épargnants (63,1%). L'épargne en soi représente 32,7%. Elle est la partie résiduelle du revenu après la consommation.

## CONCLUSION

En abordant ce thème, nous avons cherché à comprendre la survie des ménages de cette entité de la ville de Kinshasa, au sein de la commune de Kisenso au quartier Bolasi qui travaillent, ou qui ont une activité financière ; est-ce que leur revenu leur permet de consommer et d'épargner ?

Nous avons compris en disant que le gros effectif des ménages de ce quartier Bolasi ne parvient pas à épargner car 63,1% sont non épargnants.

Ce sujet nous a appris à partir du fondamentalisme du capital, à devenir entrepreneur ou créateur d'une unité économique de production (entreprise). Il est une base de la création des emplois enfin de réduire le chômage. Notre recherche est aboutie à la conclusion selon laquelle la population de la ville de Kinshasa et surtout de la commune de Kisenso, au quartier Bolasi est plus pauvre et n'arrive pas à épargner selon leurs entrées journalières.

C'est une façon aussi de partager la croix avec le gouvernement (l'État). Il constitue une démarche ou étude sérieuse d'une auto-prise en charge d'un État ou d'une entreprise, au lieu d'aller chercher de l'emploi.

## **BIBLIOGRAPHIE**

1. GILLIS M., *Économie de développement*. Traduction française, éd. Universitaire, Bruxelles, 1990.
2. Ph. VAN NAMEN, *Micro et macro-économie*, I.C.H.E.C, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, 1985-1986.
3. PRADEL P.M., *L'époque et l'investissement*, PUF, 5<sup>ème</sup> éd., Paris, 1970.
4. RAMANOELINA M., *Première notions de sciences économiques*, Présence Africaine, Paris, 1970, p. 260.